

n° 84

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

nov 2007

www.jcr-red.org

Jeunes communistes révolutionnaires

1€

Contre la loi d'autonomie des facs

Contre le gouvernement Sarkozy

Avec les travailleurs, tous en grève!

**Bilan de la grève
du 18 octobre**

page 2

Dossier
**Racisme et
immigration**

pages 6 et 7

**Mobilisation contre
l'autonomie des
universités**

pages 8 et 9

Formation
Thomas Sankara

page 10

**Pour un
nouveau
parti
contre ce
système!**

Après le succès du 18 octobre, généraliser la grève !

Les chiffres sont exceptionnels: la grève a été suivie à 76,5 % le 18 octobre à la SNCF. Le taux atteint 90 % chez les conducteurs. Il était de 80 % chez les personnels d'EDF et GDF. En 1995, au plus fort, le taux était de 67 %. En 2003, il était de 62,4 %. Le jour même, 95 % des AG ont décidé de reconduire au lendemain, malgré la campagne de freinage de la CGT. Le 19, le taux est retombé à 25 %, ce qui équivaut à une bonne journée de grève classique, là encore malgré le peu de préparation et l'attitude de plusieurs directions syndicales.

À EDF-GDF, la baisse de la production d'électricité a été de 10000 mégawatts, ce qui pourrait avoir des conséquences et forcer une importation d'électricité. À La Poste, le taux s'élevait à 15 %, un chiffre lui aussi plutôt élevé pour la boîte, avec un pic de 30 % à Paris. À France 3, le journal national de la mi-journée et deux éditions régionales ont été perturbés, le national a même été privé de présentateur !

Des AG ont eu lieu dans presque toutes les facs de France. Étudiants, enseignants-chercheurs et personnels non enseignants ont appelé à la grève et à la manifestation le 18. Des lycées s'y sont joints dans plusieurs académies, là encore regroupant lycéens, profs et personnels.

Quelles perspectives ?

À l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'est pas possible de savoir si l'agitation qui a continué dans les transports tout le week-end sera prolongée dans la semaine. La direction de la CGT parle d'une nouvelle journée d'action courant novembre. Dans les facs, de nouvelles AG et actions sont prévues.

Bilan du 18 octobre à la RATP et à la SNCF

La mobilisation des travailleurs de la SNCF et de la RATP du jeudi 18 octobre a été historique ! À la SNCF, 76 % des salariés étaient en grève et plus de 60 % à la RATP ! Un record ! 300000 de personnes sont descendus dans la rue pour manifester leur volonté de faire reculer ce gouvernement. Trois semaines de mobilisation ont fini par convaincre l'immense majorité des agents que la casse de leurs retraites était inacceptable et qu'il fallait se battre.

Le 18 octobre, la quasi-totalité du réseau était paralysé. À Paris, la majorité des lignes de RER et de métro étaient fermées et moins de 15 % des bus circulaient. Sur les lignes restées ouvertes, moins de 10 % du trafic était assuré. Moins de 46 TGV sur les 700 habituels roulaient et dans plusieurs régions, aucun TER ne circulait. Les trains de fret n'ont quasiment pas bougé, empêchant ainsi la livraison de matières premières et de marchandises. Des milliers d'entreprises n'ont pas pu tourner normalement. C'est un avertissement clair en direction des patrons et Sarkozy: s'ils continuent, ils y perdront beaucoup d'argent. À plusieurs endroits, la grève s'est poursuivie et le réseau a été perturbé tout le week-end. La grève du 18 octobre appelle évidemment une suite, tant une seule journée ne suffira pas. Pourtant,

Il est clair que le gouvernement est déterminé. Il s'est préparé à vivre un nouveau « novembre-décembre 95 » et à ne pas céder. Depuis des années, la droite et les libéraux travaillent l'opinion pour faire passer l'idée que les régimes spéciaux sont des « privilèges », que la crise économique et le vieillissement de la population obligeraient à augmenter la durée de cotisation de tous... Il fait passer ses réformes, y compris l'autonomie des universités, pour des compromis avec les directions syndicales. Il annonce qu'il est plus déterminé que jamais. Cette attitude est peut-être démoralisante pour les travailleurs et les étudiants.

Cependant, cette attitude était aussi celle de Juppé en 95 (« droit dans ses bottes »!) et de Villepin en 2006, sur le CPE. Le succès du 18 et de beaucoup d'AG doit être considéré au moins comme un point d'appui pour aller plus loin.

Le rôle de la jeunesse et des cheminots est crucial pour l'avenir. Il revêt une importance double. Si l'autonomie est mise en place dans les facs, cela signifiera la précarité pour toujours pour tous les futurs travailleurs, car nous n'aurons plus de garanties collectives dans le monde du travail. Si les régimes spéciaux sont détruits, le gouvernement aura les mains libres pour attaquer l'ensemble des retraites et faire passer la durée de travail à 42 ans...

Mais il existe un autre enjeu. Les deux dernières défaites de la droite sont les mouvements de 95, où les cheminots ont bloqué la réforme des retraites, et de 2006, où la jeunesse a fait tirer le CPE. Si l'on s'intéresse aux pays où le droit du travail a été le plus mis à mal, on constate que

c'est après une défaite des secteurs les plus combatifs que la destruction sociale a été possible. En Grande-Bretagne, la défaite du mouvement des mineurs au début des années 80, après un an de grève, ou celle des contrôleurs aériens aux États-Unis, après le licenciement de 10000 grévistes, ont permis à Thatcher et à Reagan de s'attaquer à l'ensemble des acquis sociaux. Sarkozy ne se donne pas d'autre objectif. Nous devons faire prendre conscience de cela à tout notre milieu, à chaque étudiant, lycéen et salarié.

Il existe un troisième enjeu: on l'a vu dans les précédents mouvements, un secteur seul ne peut pas gagner. En 2003, la réforme des retraites est passée car les profs ont été les seuls en grève reconductible. En 2005, ce sont les lycéens qui ont perdu, seuls face à Fillon. Même le mouvement contre le CPE aurait été plus loin si les salariés ne s'étaient pas contentés de deux journées d'action. Mais c'est grâce à cette jonction de la jeunesse et des travailleurs que nous avons obtenu l'abrogation. Aujourd'hui, un secteur est parti, mais il a besoin, pour

rester en mouvement, d'être rejoint. Et même si la mobilisation retombe, il faudra qu'un secteur entraîne les autres pour y retourner.

Notre perspective, dans les semaines à venir doit être, plus que jamais, un mouvement de l'ensemble de la jeunesse et du monde du travail. Notre avenir à tous en dépend. Le gouvernement en est conscient: ce sera eux ou nous !

JB, [Nanterre]



D.R.



Bilan de la grève du 18 octobre à EDF

La grève a été fortement suivie à EDF et à GDF. Plus de 50 %, soit une majorité des salariés, ont rejoint ceux de la SNCF et de la RATP, eux aussi en grève et en manifestation pour défendre leurs retraites et pour s'opposer à la privatisation de leurs entreprises. En effet, ces privatisations se traduiront inévitablement par des hausses très fortes des tarifs pour les usagers, et des baisses de salaires pour les travailleurs; sans oublier la forte baisse de qualité et des conditions de travail. Cela est dans la logique même de la privatisation: pour augmenter leurs profits, les actionnaires privés suppriment les services les moins "rentables", augmentent les prix, baissent les salaires et dégradent les conditions de travail pour "faire des économies".

La Lanterne, résidence secondaire de Sarkozy à Versailles dans les Yvelines (78), a été privée d'électricité le 18 octobre, suite à la grève chez EDF. Cette tactique rappelle celle utilisée par les travailleurs de l'énergie pendant les grèves de 2004

où le courant et le gaz avaient été rétablis dans des foyers pauvres qui n'ont pas pu payer les factures, et coupés dans les centres gouvernementaux.

La CGT d'EDF et de GDF dit: « Le 18 doit être un point de départ. » Cette déclaration correspond en effet à l'attente des travailleurs de l'énergie. Mais beaucoup, et à juste titre, déclarent ne pas vouloir s'engager dans un affrontement de longue durée contre le gouvernement de façon isolée. Ils veulent lutter avec les travailleurs des autres entreprises concernées par la casse de leurs régimes de retraites. Pour l'instant donc, beaucoup de salariés attendent de voir la suite que vont donner les syndicats de la SNCF et de la RATP, en espérant pouvoir rejoindre à leurs côtés un mouvement d'ensemble contre toute la politique de Sarkozy.

Axel, [Nanterre]

Axel, [Nanterre]

Qu'elles soient de droite ou socialistes, abrogation de toutes les lois racistes !

Samedi 20 novembre, l'ancien ministre « de la chasse aux enfants » a pu voir défiler 15000 personnes, en France, contre le projet de loi Hortefeux. En effet, au nom d'une immigration dite choisie, le gouvernement prévoit d'instaurer nouvelles barrières légales et administratives à la régularisation. Pour les regroupements, il faudrait apporter une preuve génétique des liens familiaux, mais depuis quand une famille se définit-elle par l'ADN? À cela s'ajoute l'obligation de la « maîtrise de la langue française [qui] facilite beaucoup la recherche et l'obtention d'un emploi, facteur essentiel d'intégration ». Le gouvernement ne cherche pas les causes de venue en France, qu'elles soient politiques, économiques, liées à la colonisation, etc., ce qu'il veut précariser encore plus les émigrés et les diviser: un article prévoit la facilité de régularisation pour ceux possédant des fiches de paye, un contrat de travail... Quid de ceux qui n'ont pas de papier et travaillent au noir et des CDD?

C'est pourquoi, suite à leur appel, le Réseau Éducation Sans Frontière (RESF), le collectif Uni Contre une Immigration



Jetable (UCIJ) et les Collectifs des Sans-Papiers d'Ile-de-France (CSP), ont été rejoints par des syndicats et des organisations politiques, allant des MJS à la LCR. Ils ont défilé sous les slogans tels que « des papiers pour tous ou pas de papiers du tout ». Dans les rues de Paris et de 40 autres villes, les manifestants ont donné un aperçu de ce qui attend Sarkozy dans les semaines à venir, car comme le 18 novembre, c'est solidaires et unis que les cortèges ont défilé. En fin de manifestation, des représentants des sans-papiers, de la CGT, de l'UNEF, des Verts, de LO, du PCF et de la LCR se sont exprimés pour exiger l'abrogation de cette loi. Chacun à leur manière, ils ont appelé à la résistance, rappelé qu'il y a des attaques sur tous les secteurs et qu'en 2005, nous avons réussi à faire tomber le CPE car c'est unis que nous avons combattu. Pour reprendre les mots de conclusion du représentant de la LCR que nous utilisons déjà en 95: « salariés, chômeurs, tous ensemble, tous ensemble! Étudiant, retraités, tous ensemble, tous ensemble! Avec ou sans papier, tous ensemble, tous ensemble! »

Jeremie, [Censier]



Un toit c'est un droit, même à Levallois !

Pendant que Sarkozy s'emploie à expulser tous les immigrés du territoire français, Balkany (maire de Levallois et meilleur ami de Sarkozy) cherche à virer de Levallois tous les habitants issus des classes populaires. Pour faire de Levallois un second Neuilly, la municipalité non seulement ne construit pas de logements sociaux, mais en plus expulse à tour de bras.

Le mois dernier, Denise et ses 3 enfants se sont retrouvés sous le coup d'une expulsion de leur logement. Denise avait pourtant fait des demandes de logements sociaux auprès de la mairie depuis 2004, mais qui sont restées sans réponses. Avec le collectif pour le droit au logement, monté sur Levallois à l'initiative de lycéens indignés par l'attitude de la municipalité, nous avons écrit de nombreux courriers à des bailleurs sociaux pour obtenir un loge-

ment pour Denise. La dernière réponse fut un refus de donner une suite favorable à sa demande, au motif de la « fragilité économique de sa situation ». À Levallois pour obtenir un logement social, il faut être riche!

Devant le refus de la mairie de trouver une solution, nous avons organisé la résistance. Le 1er octobre, nous étions une vingtaine des militants, amis et habitants de Levallois devant le domicile de Denise pour empêcher son expulsion. Tous les dimanches au marché de Levallois nous étions une dizaine à distribuer des tracts et à faire signer des pétitions contre l'expulsion de Denise et de ses enfants. Plusieurs fois nous avons été en délégation à la mairie. Et la mobilisation a payé! La mairie a été contrainte de suspendre la procédure d'expulsion et elle s'est engagée à reloger Denise d'ici le 26 octobre dans un logement à St Denis.

Malgré cette petite victoire, la bataille pour le droit au logement sur Levallois n'est pas terminée. D'autres familles viennent de recevoir des avis d'expulsion ou sont en attente de logements sociaux depuis près de 10 ans. Le mouvement solidaire pour le logement de Levallois appelle donc à une manifestation devant la mairie de Levallois le samedi 17 novembre.

Mathilde, [Nanterre]



Après quelques mois de soit-disant « état de grâce », le gouvernement Sarkozy fait face à ses premières difficultés sérieuses. Deux scandales financiers : celui d'EADS, où l'Etat a laissé les grands actionnaires se mettre (illégalement) des millions dans les poches pendant que l'entreprise supprimait des milliers de postes, et celui de l'UIMM, la branche métallurgie du MEDEF, dont le patron a détourné des millions en toute tranquillité...

Le gouvernement fait aussi face à une certaine fronde, même dans ses rangs, contre la Loi Hortefeux sur l'immigration, en particulier contre la mise en place des tests ADN.

Mais le plus gros grain de sable dans la machine, ce sont évidemment les luttes sociales qui sont en train d'émerger. Et tout d'abord la grève à la SNCF, à la RATP, à EDF... contre la casse des régimes spéciaux de retraites. La grève du 18 octobre a non seulement atteint des scores historiques à la SNCF, mais elle a aussi touché de très nombreux secteurs (sur des thèmes plus larges que les régimes spéciaux : emploi, salaires...), et elle a même été reconduite plusieurs jours dans de nombreux dépôts ou gares! Dans la semaine autour du 18, la jeunesse aussi a commencé à frémir : des Assemblées Générales se sont tenues dans presque toutes les facs, avec parfois des chiffres bien supérieurs aux premières AG du mouvement contre le CPE et la précarité : 500 à Montpellier, 450 à Toulouse, 300 à Nanterre, Tolbiac ou Rennes... Avec aussi de gros cortèges étudiants aux manifs du 18. La bataille a commencé contre la Loi d'Autonomie des universités! Sur certains lycées aussi, il y a eu des débrayages, sur des problèmes locaux (budgets...) et aussi contre Sarkozy.

Tout cela est le signe que la victoire de Sarkozy n'était (pour l'instant) que sur le plan électoral, et que des millions de jeunes et de travailleurs sont prêts à en découdre!

Les cheminots se préparent à repartir en grève reconductible dès qu'une prochaine date de mobilisation nationale sera fixée, courant novembre. Mais ils ont conscience qu'ils ne pourront gagner tous seuls face à ce gouvernement de combat. À nous de les rejoindre!

Au niveau des facs et des lycées, nous devons préparer la grève contre la loi d'autonomie. Pour au moins deux raisons : d'abord parce que la leçon du CPE, c'est qu'une grève massive et nationale est notre seule arme efficace contre le gouvernement (cela permet même d'obtenir le retrait d'une loi déjà votée...), ensuite parce que nous devons profiter de la combativité des salariés pour mettre nos forces dans la bataille.

Ce qui se joue, ce n'est pas seulement telle ou telle réforme : pour gagner quoi que ce soit, nous devons construire un affrontement global avec le gouvernement, un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, une grève générale!

Procès de l'annexe du Ministère

Le 22 juin, 9 anciens lycéens, mineurs en 2005, passeront en procès. Le 10 décembre, ce sera au tour de quatre personnes, majeures en 2005, trois anciens lycéens et un enseignant. Il s'agit des derniers procès du mouvement lycéen contre Fillon.

Petit rappel des faits. Entre février et mai 2005, un mouvement lycéen s'oppose à la loi Fillon. Jusqu'à 200000 personnes dans les rues, partout en France, le 8 mars et de très nombreux établissements bloqués en avril. Même s'il a été défait, le mouvement a été une répétition pour le CPE, un an plus tard. Mais il a aussi été une répétition pour les forces répressives de l'État : plus de cinquante cas de procédures judiciaires, sans compter la répression administrative dans les bahuts. Certains en font encore les frais.

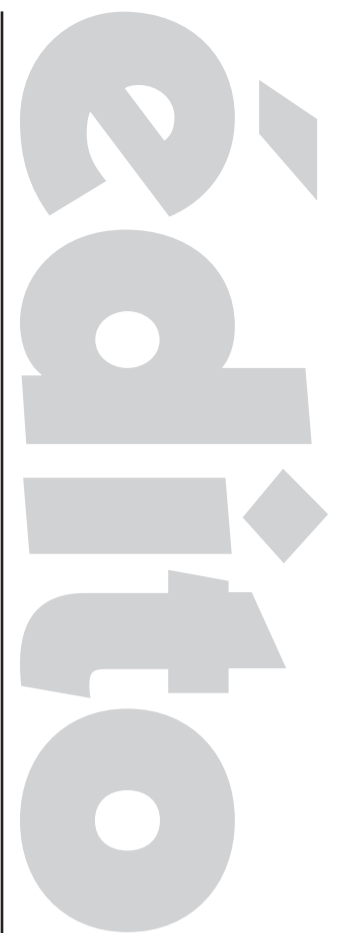
Le 20 avril, une action a lieu à Paris. Il s'agit d'occuper une annexe du ministère de l'Éducation. Alors que tout se déroule pacifiquement, la gendarmerie mobile intervient, forçant les lycéens à dresser des barrages, puis à se réfugier sur le toit. Ce sont les flics qui, les premiers, démolissent des meubles et vitres du bâtiment, alors même que les environs sont bouclés et qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas inter-

venir sur le toit.

Ce sont les manifestants qui, au bout de quelques heures, se rendent aux forces de l'ordre, voyant qu'aucune solution ne peut être trouvée pour évacuer pacifiquement ou rencontrer quelqu'un du ministère. Résultat, 180 arrestations et garde à vue. Par la suite, 9, puis 17, puis 13 personnes sont mises en examen. On leur reproche des « Violences volontaires sans interruption de temps de travail en réunion, avec armes par destination sur agents de la force publique », des « Dégradations en réunion de biens d'utilité publique » et des « Dégradations ou détérioration de bien privé en réunion. » Le total des dommages demandés par le Ministère s'élève à 75000 euros et il est trop tard pour demander une contre-expertise. En théorie, certains des accusés risquent jusqu'à cinq ans de prison.

Contre cette répression injuste et injustifiée, il faut toujours se mobiliser! Il faudra une présence militante massive au Tribunal de grande instance de Paris lors des procès pour exiger la relaxe pour tous les accusés!

JB, [Nanterre]



Sommaire

Monde

Escalade guerrière et riposte anti-guerre	4
Tunisie: 20 ans de dictature néolibérale	4
Liberté pour le Pays Basque	4
Birmanie: Révolte démocratique	5
Kouchner rime avec guerre	5
DSK: Être socialiste au FMI	5

Dossier « Immigration, racisme et capitalisme »

Impérialisme et racisme	6
Mouvement ouvrier et travailleurs immigrés	6
Immigration et capitalisme	7
L'évolution du racisme	7
Racisme d'État néocolonial	7

Hexagone

Analyse de la loi d'Autonomie des facs	8
Bilan de la mobilisation à Toulouse- Le Mirail	8
Bilan sur les facs de Lille	9
Bilan à Paris 8 - Saint Denis	9
Urgence pour les sans-papiers	9
Fête de la LCR à Bordeaux	9

Formation

Thomas Sankara: 20 ans après sa mort, encore et toujours pour la révolution burkinabé	10
---	----

Kultur

L'ennemi intime	11
BD sur l'exploitation capitaliste	11

Der

Interview de Dias du Ministère des Affaires Populaires (MAP)	12
--	----

Escalade guerrière et riposte anti-guerre

La question iranienne est devenue depuis un certain temps la question centrale de la politique internationale. Le borbier irakien met à échec le projet de l'administration Bush et le régime iranien en profite pour étendre son influence dans la région. Dès lors, le bras de fer américano-iranien devient un élément clé pour la stratégie américaine. Tout est fait pour contrer la montée de l'influence iranienne, et la menace d'une attaque militaire, en la forme de bombardements de sites stratégiques iraniens, est un paramètre essentiel de cet affrontement. Ces menaces n'ont donc rien à voir avec tel ou tel comportement exécrable du régime iranien - que ce soit la violation des droits de l'homme ou la menace de nucléarisation du Moyen-Orient ou je ne sais quoi d'autre - mais avec les impératifs de la stratégie impériale étasunienne.

Les menaces se font de plus en plus pressantes

Depuis deux-trois mois la préparation de l'opinion publique à des futures frappes s'accroît. L'accusation principale désormais n'est plus le projet nucléaire iranien - puisque le régime a signé un accord avec l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) pour fournir des preuves consécutives du caractère civil de son projet nucléaire d'ici la fin de l'année et que l'opinion publique étasunienne n'accepte pas le même argument qui a été utilisé pour l'attaque contre l'Irak - mais l'allégation selon laquelle l'Iran serait responsable de la mort des soldats américains en Irak et en Afghanistan, puisqu'il fournirait des armes aux résistants. Cet argument a l'avantage de jouer sur le sentiment de désespoir de l'opinion publique avec la situation en Irak où le nombre de soldats morts ne baisse pas et justifier les futures frappes comme un moyen de sauver des vies américaines, ce qui passe beaucoup mieux auprès de l'opinion publique. L'objectif de cette rhétorique guerrière est d'un côté de monter la pression sur le régime iranien pour que sur la table de négociations les US disposent d'un meilleur rapport de force et de l'autre côté de préparer le terrain, le cas échéant, pour une attaque militaire. Que l'on pense qu'une telle attaque soit imminente ou pas, on doit s'opposer aux menaces contre l'Iran, puisqu'elles ne visent qu'à renforcer

la capacité des US à imposer leur projet impérialiste.

À l'escalade guerrière aussi participent d'autres événements. Début septembre, l'aviation militaire israélienne a effectué une incursion en Syrie, bombardant même des zones non-résidentielles. Ce serait, selon la presse pro-Bush, une attaque contre le programme nucléaire... syrien. En même temps, l'hebdomadaire américain Newsweek a publié un article fin septembre selon lequel Israël se préparerait à des attaques aériennes contre la ville Nadanz en Iran. Le but en serait de provoquer le régime iranien, de sorte à fournir un prétexte aux US pour bombarder. Mais peut-être l'indice le plus parlant est l'évolution de la position française. Le ministre des affaires étrangères, Kouchner, a déclaré qu'on « devait se préparer au pire... c'est-à-dire à la guerre ». En même temps, la diplomatie française fait du lobbying auprès de l'UE pour durcir unilatéralement les sanctions sans passer par le Conseil de Sécurité, où Chine et Russie font barrage. Et enfin, des avions de chasse français arrivent à la base américaine de Kandahar en Afghanistan.

Riposter dès maintenant

La guerre en Irak et en Afghanistan reste impopulaire dans les pays occidentaux. La majorité des Américains souhaitent le rapatriement immédiat des troupes et deux tiers des Allemands sont contre la présence allemande en Afghanistan. C'est ce qui démontre que le mouvement anti-guerre peut et doit reprendre l'initiative. Le 27 octobre, de grandes manifestations seront organisées aux US, au Canada et en Corée du Sud. Entre le 14 et le 16 décembre, c'est au tour de l'Italie et de la Grèce. En France, des réunions unitaires rassemblant une très large palette d'organisations (associatives, politiques et syndicales) ont eu lieu à Paris, fin octobre, où l'idée d'Assises contre la guerre a été évoquée. Il y a d'autant plus besoin aujourd'hui de construire un mouvement anti-guerre massif en France que celle-ci se prépare de jouer un rôle central et actif dans la guerre sans limites de Bush.

Christakis (Censier)



Assez de répression : Liberté pour le Pays Basque !

L'État Espagnol et l'État Français ont une nouvelle fois fait le choix de la répression contre le peuple Basque. Ce sont en effet, 26 militants de la gauche indépendantiste Basque qui ont été interpellés en fin de semaine dernière. Aujourd'hui 20 sont en prison, 4 sont en liberté sous caution et 2 ont été remis en liberté.

Cette nouvelle attaque contre les organisations politiques qui défendent l'indépendance du Pays Basque n'est que le reflet de deux États, le Français et l'Espagnol, qui refusent la liberté pour le peuple Basque.

La situation de conflit que connaît ce

pays est en effet le fruit de la négation d'un droit fondamental : le droit d'un peuple à s'autodéterminer, jusqu'à l'indépendance.

Le choix de la répression ne peut aboutir qu'à éloigner encore un peu plus une solution politique au conflit.

Nous apportons par conséquent notre soutien à ces militants politiques et exigeons leur libération immédiate. Nous rappelons également que cette exigence vaut pour Otegi (porte-parole de Batasuna) et Olano (porte-parole de l'association des prisonniers basques).

Nous sommes choqués par des méthodes qui rappellent les heures les plus

Tunisie : 20 ans de dictature néolibérale



Le 7 novembre, cela fera 20 ans que le dictateur Ben Ali détient le pouvoir en Tunisie. Les rapports des experts internationaux sur la situation dans ce pays présentent des bilans assez positifs. La Tunisie est classée 1ère en Afrique et 29ème sur 128 au monde pour la compétitivité, avec 5 % de croissance annuel du PIB. Le chômage est stable à 13 % selon les sources officielles truquées, et la dette extérieure reste dans un seuil acceptable de 57,3 % du PNB. Mais derrière les chiffres se cache le vrai visage antisocial des réformes économiques. La privatisation, ralentie entre 1987 et 1995 par la résistance syndicale, s'accroît depuis l'intégration de la Tunisie à l'OMC et la signature de l'accord du libre-échange avec l'UE remettant en cause les acquis sociaux. La restructuration que nécessite la privatisation des entreprises exige le licenciement de milliers de travailleurs. L'affaiblissement du dinar provoque la détérioration du pouvoir d'achat. La marchandisation des services sociaux provoque une hausse continue des prix des services de base (santé, enseignement,...) gratuits ou presque jusqu'au début des années 80. Le chômage n'a cessé de monter. Les milliers d'ouvriers licenciés s'ajoutent aux millions de femmes et de jeunes chômeurs. Le nombre croissant de chômeurs diplômés atteint un niveau alarmant. La précarité du travail se généralise petit à petit incitant une concurrence acharnée entre les ouvrier(e)s, les privant de tout droit et d'arme de lutte. Des milliers d'entre eux sont obligés de travailler plus de huit heures par jour, touchant parfois des salaires qui ne dépassent pas les 80dt (environ 50 euros) par mois.

Résistances

La résistance ouvrière face aux attaques des patrons n'a jamais cessé. Mais la collaboration de la direction de l'UGTT (unique organisation syndicale) avec les patrons, l'État et les organismes internationaux l'affaiblit considérablement. Le blocus médiatique était tellement efficace que les grèves les plus combattives n'ont pu susciter d'importantes campagnes de solidarité. Des résistances initiées par des intellectuels démocrates vont se manifester au début des années 2000. Une série de grèves de la faim, de manifestations, de confrontations avec les forces de sécurité et de campagnes médiatiques ont relancé une dynamique de luttes. Toutefois, en

l'absence de débouché politique, cette dynamique peine à se cristalliser autour d'un programme populaire capable de toucher les masses populaires. Le mouvement des femmes lutte contre la politique démagogique et sexiste du régime qui laisse toujours la porte ouverte à la Sharia. Il continue de lutter contre la contradiction flagrante entre les lois et la situation réelle de la femme dans la société.

La jeunesse mobilisée

Depuis quelques années, des militants indépendants, une partie de la gauche et des nationalistes ont relancé un mouvement de résistance dans les facultés. Malgré la répression qui s'abat sur eux, ils parviennent à mobiliser les jeunes étudiants et à participer aux luttes démocratiques. Ils ont entamé un processus de réunification syndicale, qui a l'air d'avancer malgré les obstacles semés par la police et ses complices. Enfin, les comités de diplômés au chômage nouvellement construits, ont adopté une plate-forme de six revendications sur lesquelles des luttes ont été lancées (sit-in, grèves de la faim, rassemblements devant les administrations concernées...). Une coordination interrégionale assure l'adhésion des chômeurs des régions, et crée les conditions de la construction d'une Union des Chômeurs Diplômés. Au début, le pouvoir a corrompu ses dirigeants en les recrutant. Mais la deuxième génération refuse les manœuvres policières et négocie une solution réelle pour les diplômés au chômage tout en insistant sur leur droit à avoir leur organisation indépendante. La répression s'abat donc sur les dirigeants et les membres de l'Union des Chômeurs Diplômés qui incarnent un potentiel prometteur.

Après une dizaine d'années de paralysie quasi totale, la résistance anti-dictature et anticapitaliste reprend petit à petit. Néanmoins, elle ne se transforme pas encore en un mouvement populaire généralisé et offensif. Chaque secteur est sur la défensive. La solidarité entre différents secteurs est encore embryonnaire. Mais la résistance qui se construit aujourd'hui sème les graines pour l'avenir d'une alternative à Ben Ali.

K.M.



Communiqué des JCR.
Paris, le 8 octobre 2007.

Révolte démocratique en Birmanie

Il y a plus d'un mois, le peuple birman s'est soulevé contre la dictature de la junte militaire birmane. Plusieurs manifestations de masse ont eu lieu, atteignant jusqu'à 100000 personnes à la capitale Rangoon à la fin septembre. Mais la répression a été féroce. On compte des dizaines de morts et des centaines d'arrestations.

La révolte a commencé suite à une augmentation spectaculaire du prix des carburants à la mi-août à Rangoon. Les manifestations ont été initiées par des étudiants. Début septembre elles ont pris une tournure plus politique, suite à la répression subie par des moines de la ville de Pakokku (centre du pays). Ceux-ci se sont mobilisés massivement pour deman-

der des excuses du gouvernement, des réformes économiques et la libération de tous les prisonniers politiques, dont la Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition.

La dernière grande révolte de la population, en 1988, s'était soldée par la mort d'au moins 3000 manifestants et des milliers d'arrestations. Le peuple birman vit dans une extrême pauvreté et l'absence de démocratie. Le pays est quadrillé par des milices paramilitaires.

Contrairement à 1988, la crise actuelle en Birmanie a été très médiatisée. L'UE et les US ont promptement réagi à la répression des manifestants, condamnant la violation des droits de l'homme par la junte, ce qui allant jusqu'à évoquer l'option de sanctions contre le régime. Mais leurs

motivations n'ont rien à voir avec un intérêt réel pour le peuple birman et ses droits démocratiques. Le régime militaire est un des alliés régionaux de la Chine, grand rival des US en Asie. Les US souhaitent un changement de régime pour remplacer la junte pro-chinoise avec un régime pro-américain.

L'Inde et la Chine sont décidées à étendre leur influence en Birmanie. Des milliards de dollars sont investis dans des quantités de projets. Ces deux pays ont contribué à faire de la Tatmadaw, l'armée birmane, la deuxième armée la plus puissante d'Asie du Sud-Est, en vendant du matériel militaire de toute sorte à la junte. En contrepartie, ces pays refusent de condamner les exactions de la junte au nom de la « non-ingérence dans les affaires domestiques d'un pays étranger ». Par deux fois cette année, la Chine a bloqué une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant le régime birman.

La France est particulièrement engagée en Birmanie. Total possède d'importants investissements dans le pays (équivalents à quelque 7 % du budget de l'État birman) depuis 1992. En 2003, Bernard Kouchner, dans un rapport, lavait de tout soupçon

le pétrolier français, mis en cause dans la surexploitation des travailleurs birmans. Aujourd'hui il réaffirme que Total doit rester en Birmanie. À Paris, après avoir reçu le Dr Sein Win, Premier ministre du gouvernement birman en exil, Nicolas Sarkozy a jugé que « les sociétés privées, Total par exemple » devraient faire « preuve de la plus grande retenue », en évitant d'effectuer de « nouveaux » investissements dans ce pays.

Le mouvement démocratique du peuple birman n'a pas pour le moment réussi à se débarrasser de la dictature militaire. Mais il a montré que cette aspiration continue de l'animer et que le régime ne pourra pas tenir longtemps par la seule répression. Il y a plusieurs exemples en Asie du Sud-Est de révoltes victorieuses contre des dictatures militaires, comme aux Philippines en 1986, en Thaïlande en 1992 ou en Indonésie en 1998. Ce que montrent toutes ces expériences, c'est que les peuples opprimés ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour réussir, et certainement pas sur les puissances occidentales.

Correspondant



Kouchner rime avec guerre !

On a pu s'étonner que Bernard Kouchner, ancien ministre de Mitterrand et de Jospin entre dans le gouvernement Sarkozy. On a pu être choqué lorsqu'il a déclaré, à propos de l'Irak qu'il fallait « se préparer au pire », à « la guerre. »

L'ancien fondateur de Médecin sans frontières n'en est pas à ses débuts. Dès 1979, il quitte d'ailleurs l'association, en raison de désaccords internes : on lui reproche une action plus médiatique que professionnelle. Il mène campagne partout, jusque dans les institutions internationales pour le « droit à l'ingérence », c'est-à-dire l'intervention militaire des grandes puissances dans les pays vivant sous dictature. C'est au nom de ce concept qu'il soutient, avec tout le gouvernement PS de l'époque, la guerre du Golfe en 1991, puis l'embargo qui suivra et fera au moins 100000 morts.

En 2004, il se dira favorable à l'intervention étasunienne en Irak, même s'il en critique les modalités. Lorsqu'il s'est rendu en Irak en août dernier, c'était pour y défendre « une piste de travail [qui] pourrait être un partenariat entre trois « piliers » : « Les Américains parce qu'ils sont là, un gouvernement irakien peut-être un peu plus habile que celui qui existe actuellement et les Nations unies avec une présence élargie. »

La gestion de pays occupés, Kouchner connaît bien. En 1999, toujours avec gouvernement socialiste, la France participe à la guerre du Kosovo. Dans un pays ravagé par les politiques du FMI, qui échappe au contrôle des impérialistes, les États-Unis et l'Union Européenne cherchent à asseoir leur domination. C'est Bernard Kouchner qui est désigné par l'ONU pour administrer le pays sous occupation, entre juillet 1999 et janvier 2001. Ses quatre missions sont claires : assistance humanitaire, administration civile, économie, et élaboration

« d'institutions démocratiques. » C'est surtout le troisième qui importe. Le choix de Kouchner n'est pas dû au hasard : en 1992, Médecin du monde, qu'il a créé après avoir quitté MSF, fait une campagne sur la guerre en Bosnie. Alors que le problème est très complexe, MDM n'hésite pas à comparer les actions serbes au nazisme, par voie d'affiches publicitaires. En 2004, il reconnaît qu'il s'agissait d'intox et de simplifications, destinées de fait à justifier une intervention militaire.

Mais l'ingérence a ses limites : en 2003, Total-Elf-Fina lui commande un rapport sur la Birmanie. En plus d'un voyage, Kouchner gagne 25000 \$ pour affirmer que Total n'a jamais eu recours au travail forcé... Et conseiller à la compagnie d'affirmer la préférence, au moins un penchant, de Total pour les régimes démocratiques. Il ajoute : « Si le terme paraît trop « politique », parler de « Droits humains » conviendrait parfaitement. » Plus loin, il déclare que « le programme socio-économique est la meilleure publicité pour Total. » En clair, il faut faire de l'humanitaire pour se faire de la pub et donc de l'argent. On est loin de la défense inconditionnelle des droits de l'homme.

Kouchner est définitivement un défenseur du capitalisme et des capitalistes. Partisan de la réforme des retraites de Fillon en 2003, de la privatisation d'EDF ou encore du CNE, il défend avant le premier tour de la présidentielle une alliance PS-UDF... Une « ouverture » qui le conduit logiquement dans le gouvernement Sarkozy. Et ses antécédents expliquent que la France se rapproche autant de Bush aujourd'hui !

JB, [Nanterre]

Être socialiste au FMI, selon Strauss-Kahn.

Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé dans le but de conseiller les gouvernements en matière financière. Autrement dit, le FMI est le gardien du système capitaliste. On l'a vu par le passé, ses politiques d'ajustement structurel dans les pays en voie de développement (PED) ont causé de nombreux dégâts en matière sociale : la dette de ces pays est échelonnée et la monnaie est stabilisée, mais en contrepartie, les pays doivent libéraliser leur économie, ce qui induit une diminution drastique des services publics, notamment en matière de santé et d'éducation.

Quand Dominique Strauss-Kahn, membre du Parti socialiste, s'est porté candidat à la présidence du FMI, avec le soutien de Nicolas Sarkozy, adepte du capitalisme « décomplexé », on pouvait sourire : DSK démontrait une fois de plus son incroyable adaptation au système capitaliste. Dire qu'en 2002, les militants socialistes chantaient l'Internationale après l'élimination de Jospin au deuxième tour : un moment d'absence sûrement...

Mais maintenant, avec DSK, tout va changer au FMI : d'ailleurs, il a dit vouloir réguler la mondialisation pour réduire les aspects négatifs. Déclaration digne d'un socialiste libéral, qui n'a finalement de socialiste que le nom. On se souvient des privatisations massives opérées sous son ministère (de l'économie) sous Lionel Jospin. Vive la régulation... Aux questions posées par les

journalistes sur ce qu'il comptait faire, DSK est resté très vague, multipliant les références aux PED, leur assurant une meilleure représentativité dans les décisions en matière économique. Rien de très précis en fait. L'originalité de la nomination de DSK consiste finalement dans le soutien de Sarkozy, « ennemi » politique d'un socialiste comme DSK. Oui, tout va changer.

DSK veut aussi renforcer la légitimité du FMI car celle-ci a été mise à mal ces dernières années, on peut citer encore une fois les programmes d'ajustement structurel, dévastateurs en matière sociale. C'est bête quand même : ça ne correspond pas à la volonté de DSK de réduire la fracture sociale, alors que la politique du FMI l'exacerbe depuis sa création. Mais bon, DSK est là maintenant et il a déclaré qu'il restait socialiste : voulait-il peut-être nous convaincre ?

Cathy, [Metz]



Grève des conducteurs de train en Allemagne

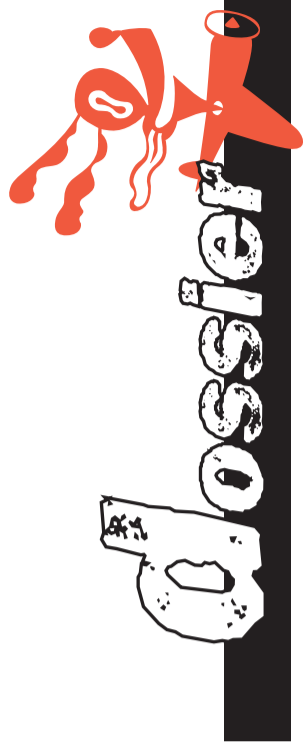
La grève du personnel roulant, lancée par le petit syndicat GDL, malgré l'opposition des syndicats majoritaires, a largement paralysé le réseau ferré régional. Elle avait été lancée le 5 octobre, après de longues négociations entre direction de l'entreprise et syndicats pour des augmentations salariales. Celles-ci ont accordé une augmentation de 4,5 % aux salariés. Les conducteurs réclament 31 % d'augmentation, pour compenser pour les restrictions salariales des dix dernières années. Ces restrictions ont fait qu'un conducteur allemand gagne en moyenne 2000 euros par mois, ce qui en fait l'un des moins bien payés d'Europe. La revendication est soutenue par la population, signe du ras-le-bol général chez les travailleurs allemands après des années d'austérité. Il faut souligner que la grève a eu lieu malgré le jugement selon lequel elle était inconstitutionnelle et la menace de faire travailler des conducteurs autrichiens ou suisses à la place des grévistes. Encore un signe de la détermination des conducteurs de lutter sans concessions.

Grève chez General Motors

Au début du mois d'octobre, 73000 travailleurs du plus gros constructeur automobile étasunien se sont mis en grève pendant deux jours, à propos d'aides médicales et de sécurité de l'emploi. C'était le plus gros conflit de ce genre depuis sept ans aux US. Tous les sites de GM aux US ont fermé. Malheureusement, le syndicat UAW (Travailleurs de l'Automobile Unis) a stoppé la grève après qu'un accord avec la direction de GM a été trouvé. Cet accord laisse satisfaites la direction du syndicat mais aussi celle de GM, qui va pouvoir remplacer beaucoup de ses salariés actuels, jugés trop « chers », par des nouveaux à des taux de rémunération plus bas.

Cet accord a démoralisé les travailleurs qui avaient démontré leur volonté de lutter par leur participation massive à la grève. Beaucoup d'entre eux ne sont pas restés satisfaits du compromis et s'y opposent toujours.

Racisme, immigration



Impérialisme et racisme

Le racisme moderne tire certaines de ses racines des nationalismes et de la compétition entre les États pour se partager le gâteau.

Capitalisme, État et nationalisme

Le développement du capitalisme en Europe occidentale exige beaucoup de bras. Pour une production au moindre coût, il faut une main-d'œuvre disciplinée...

Dans cette situation nouvelle, le jeune mouvement ouvrier répand l'idée qu'« à rôle économique commun, intérêts communs ». Pour défendre ses intérêts il faut construire une conscience de classe: nous sommes des prolétaires, ainsi que des basques, bretons, protestants, catholiques... mais avant tout prolétaires.

Le nationalisme répond lui aussi au problème: nous sommes français avant toute autre identité.

Tout l'appareil d'État s'organise pour le

développement du nouveau système. Sur le territoire français on unifie la population: on invente une culture commune (« nos ancêtres les Gaulois ») forgée dans la lutte contre l'Autre (Charles Martel et les Arabes à Poitiers), on définit une norme (hygiène, politesse, etc.), on inculque la discipline et on offre une expérience commune au Lillois et au Corse avec le service militaire.

L'école de la IIIe République est gratuite et laïque mais aussi nationaliste et expansionniste: elle accompagne la conquête coloniale et la guerre contre l'Allemagne.

Pas de capitalisme sans impérialisme

Le capitalisme mène à l'impérialisme par sa dynamique propre: la bourgeoisie ne parvient pas à vendre la production à une population saturée qui n'a pas les salaires pour acheter, d'où le mouvement de l'impérialisme.

Les pays dominés, par les traités de libre-échange se voient contraints d'ouvrir leurs frontières aux importations et aux capitaux. La mise en dépendance est progressive: remplacement des habits artisanaux locaux par des textiles moins chers, industriels et européens, prêts coûteux des banques européennes aux États pour moderniser le pays, implantation des capitaux étrangers.

La soumission aux fluctuations du marché mondial suscite révoltes, et incapacité

pour les États de rembourser les prêts, c'est le moment pour l'armée nationale de défendre le capital européen.

L'infériorité des insoumis

La classe qui y gagne dans le système capitaliste a tout intérêt à intervenir, mais comment convaincre ceux qui iront se battre au Maroc dans les années 1920 pour la « pacification », ou ceux qui vont en Irak ou en Afghanistan depuis le début des années 2000?

Les argumentaires guerriers se forment sur la différence de normes (d'hygiène, de mœurs), et le danger. On fait la guerre par bonté d'âme: répandre la démocratie et les droits de l'homme, développer le pays, enseigner l'hygiène et les bonnes mœurs.

Le nivellement des droits dans les colonies et le jugement porté sur les colonisés fait partie de la culture française, et si les colonies au sens strict ont presque toutes disparu, l'imaginaire colonial perdure: « le bon nègre rigolard » de la pub Banania fait partie de l'imaginaire collectif.

Préserver l'économie nationale ?

Le mouvement ouvrier français au 20ème siècle, longtemps dominé par le Parti socialiste, le Parti communiste français et la CGT, n'a jamais tranché clairement.

Années 80, Mitterrand au pouvoir: la stratégie d'élever les salaires pour relan-

cer la consommation et la production française défaille avec l'arrivée de textiles chinois beaucoup moins chers que les textiles français. Face à cela quels sont nos intérêts? Le gouvernement répond: « rigueur » (blocage des salaires, fin des réformes sociales) et défense de l'industrie française contre l'invasion chinoise. Les internationalistes répondent: pas de convergence d'intérêts entre nous et les patrons français, mais entre nous et les ouvriers chinois contre le libéralisme et le capitalisme.

La Chine prend aujourd'hui une place prédominante dans l'économie mondiale. L'offensive médiatique sur les produits chinois mal faits, la construction d'une Europe forte, l'offensive sarkozienne sur l'identité nationale sont les méthodes actuelles pour obtenir le soutien des salariés à la politique néolibérale des possédants et des dirigeants.

Ceux/celles qui résistent au libéralisme se trouvent face à ce choix crucial entre classe et nation: position face aux guerres impérialistes, face à la politique anti-immigrés, face à « l'identité nationale » et au patriotisme économique. Il reste maintenant à faire pencher la balance dans le bon sens.

Mélanie [cercle jeunes Marseille]



Le mouvement ouvrier et les travailleurs immigrés

Au temps des colonies, la France fait venir de force des travailleurs étrangers pour effectuer les tâches les plus pénibles, dans un contexte où ils ont besoin d'une main-d'œuvre massive et bon marché. En plus d'être considérés comme des êtres sous développés, ils n'ont pas de droits car sont sous le code de l'indigénat et logés dans des conditions déplorables. Par la suite des droits sont arrachés par les luttes (luttes anti-coloniales et les luttes en France). Quelle est depuis l'attitude des organisations du mouvement ouvrier?

Les socialistes et les colonies

Déjà sous Jaurès, fondateur de la SFIO, il y a une acceptation et une gestion du colonialisme. Il n'est pas étonnant de voir quelles étaient leurs positions au moment de la lutte d'indépendance de l'Algérie. À aucun moment ces partis ne réclament l'indépendance. Ils se limitent à demander « la paix dans les territoires sous gestion française. » Voyant très vite qu'ils ne peuvent pas compter sur les partis traditionnels de gauche, les travailleurs algériens vont rejoindre le syndicat des travailleurs maghrébins ayant pour principales revendications le départ de l'armée française et l'indépendance. Face à cette menace, l'État français va augmenter la répression: Maurice Papon, préfet de Paris, décide de

proclamer le couvre-feu dans la capitale française.

Pour protester, la fédération de France du FLN décide de mettre en place une manifestation pacifique. Face à cela, la réponse du gouvernement est de balancer des Algériens à la Seine. Plus de 10000 sont interpellés, internés, battus. Quelques mois plus tard, une grande partie des organisations politiques, syndicales et étudiantes décide, pour protester contre l'OAS (une organisation extrémiste de droite) qui multiplie les attentats contre les travailleurs maghrébins, d'organiser une manifestation. Le préfet Papon décide de réprimer cette manifestation: 9 morts.

De la Marche des beurs à « touche pas à mon pote »

Tirant les leçons de la guerre d'Algérie, les travailleurs maghrébins vont commencer à adopter le principe d'auto-organisation. Ainsi, en 1983, suite au meurtre d'un jeune algérien par un policier à la cité des Minguettes à Lyon, ils décident de créer une marche qui part de cette cité jusqu'à Paris, connue sous le nom de « Marche des Beurs. » Leur revendication est claire: avoir les mêmes droits que les Français. Cette démarche s'inscrit également dans un contexte politique particulier: Mitterrand est au pouvoir depuis deux ans et, malgré un programme électoral en



faveur des immigrés, il n'a toujours rien mis en place dans ce sens, en particulier sur leur droit de vote aux élections locales. Résultat de ce mouvement: les immigrés obtiennent la création de la carte de séjour de dix ans.

Pour limiter ce début de révolte, le PS crée une organisation satellite, SOS Racisme. Le but est clair: étouffer toute contestation autonome de la part des sans-papiers en leur faisant croire que cette organisation est le meilleur moyen pour lutter contre les différentes lois racistes et anti-immigrés. Ainsi, au début des années 1980, la mairie PCF de la ville de Saint-Denis va jusqu'à détruire les logements des immigrés, fournis par la société SONACOTRA. Il n'est donc pas étonnant de voir qu'à cette époque, le PCF revendique comme principal

slogan: « Produisons français, en France, pour des Français »!

Une lutte hors des institutions

Lors des législatives de 1997, Jospin propose lui aussi un programme s'adressant aux immigrés: il promet la régularisation de tous les sans-papiers et le droit de vote des immigrés aux élections locales. Cependant, une fois au pouvoir, Chevènement, son ministre de l'intérieur jusqu'en 2000, expulse deux fois plus de sans-papiers que les deux gouvernements précédents, de droite.

Lors de la campagne présidentielle de cette année, Royal s'est alignée sur les propositions de Sarkozy concernant l'immigration. Elle n'a pas remis en cause l'hypocrisie ambiante de la politique du cas par cas, consistant à dire que les régularisations sont liées au besoin de main-d'œuvre de l'économie française (sous-entendant que le travailleur étranger va mettre au chômage le travailleur français).

Il est clair que la seule réponse à ce problème doit rester l'auto-organisation, comme, par exemple, les révoltes de novembre 2005. Suite à la mort de deux jeunes dans un transformateur électrique et surtout à l'envoi d'une grenade lacrymogène par des CRS

dans une mosquée, des émeutes ont lieu dans toute la France: plusieurs voitures, commissariats, écoles, casernes de pompiers sont brûlés. Agissant ainsi, les jeunes, en majorité enfants d'immigrés, ont voulu lutter contre leurs conditions de vie déplorables, la répression policière, les différentes lois racistes et les contrôles au faciès qui se multiplient. Il a juste manqué à ce mouvement une solidarité de la part des ouvriers car comme l'a dit Sarko: « s'il y a un lien entre les révoltes de banlieue et le mouvement CPE, il y a de quoi faire sauter 10 fois la République. »

Ali la Pointe, [Jussieu]



et capitalisme

Immigration et capitalisme

Les grandes vagues de migration qu'a connues la France, sont en lien direct avec les grandes modifications dans l'industrie et les transports.

La première révolution industrielle marque la transformation de la France en un pays dit d'immigration. En 1851 on compte 400 000 immigrés. En 1891 on en recense plus d'un million.

La loi de nationalité (1889) dessine une frontière entre les étrangers et les nationaux garantissant des avantages aux seconds comme l'assistance médicale gratuite, et instaurant des mesures discriminatoires pour les autres. À partir de 1900, de nombreux travailleurs Algériens sont emmenés pour travailler dans les usines de Marseille ou dans les mines du Nord, pour remplacer les ouvriers grévistes.

Pendant la première guerre mondiale, les immigrés sont classés en fonction de leurs « qualités raciales » : Vietnamiens

et Chinois dans les usines, Algériens et Marocains aux champs, Noirs au front. Ces immigrés sont souvent emmenés en France de force pour repeupler le front et les usines. Certains se révolteront. Cette nouvelle main-d'œuvre devient un marché juteux pour les patrons de l'époque. Dès lors, la présence de travailleurs immigrés venus d'Afrique du nord devient structurelle. Après la guerre, la France passe des accords avec la Pologne et la Tchécoslovaquie pour remplacer dans les usines les ouvriers morts au front. En 1931 on compte 500 000 Polonais, contre 50 000 en 1921. Le nombre d'Italiens travaillant sur le territoire français atteint presque le million. Sur les chaînes de Renault travaillent ensemble Italiens, Espagnols, Arméniens, Russes, Nord-Africains et Chinois. Le contexte politique international va arranger les affaires des industriels français, en favorisant l'exode des populations. En 1924, le passeport Nansen, ancêtre du statut de réfugié politique, voit le jour : l'État

français s'assure assez de petites mains pour répondre à la demande des industriels. À la veille de la 2^{ème} Guerre Mondiale, 500 000 Républicains espagnols entrent en France. Par la suite, les étrangers seront rendus responsables du chômage et de la crise des années 30. Ces dérives anti-étrangers auront pour aboutissement le régime de Vichy, dont on connaît les effets.

La deuxième grande vague aura lieu dans les années 50, où l'on compte 1,7 million d'étrangers (1954) jusqu'en 1975 avec 3,4 millions d'immigrés. À partir de 1968, les Marocains et les Tunisiens arrivent en France, jusqu'à constituer en 1975, 38,7 % des immigrés. Dans les années 70, le choc pétrolier remet au goût du jour la xénophobie, rendant de nouveau les immigrés



responsables du chômage et de la crise. Dès les années 80, plusieurs assassinats d'enfants d'immigrés seront perpétrés.

L'État français a depuis longtemps épousé la cause des industriels, qui utilisaient les peuples immigrés pour servir leur capital. Nous ne naissons pas, en France ou ailleurs, pour servir de petites mains aux patrons qui se sont enrichis sur le dos de nos grands parents, et parents. À la première deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés.

Hegoa, [Toulouse]

Des « hommes sans âme » à l'homme sans histoire, l'évolution du racisme

Le racisme n'a pas toujours existé. Lorsque les Athéniens avaient recours à l'esclavage, au 5^{ème} siècle avant notre ère, il n'y avait aucune notion de racisme. Les esclaves sont des vaincus de guerres, considérés comme des marchandises. Mais ce n'est pas en fonction de leur couleur de peau, de leur langue, de leur origine. Dans la République romaine, les Africains venus des provinces libres pouvaient accéder aux mêmes responsabilités politiques et militaires que les autres citoyens.

Début de hiérarchisation de l'humanité

Dans la plus grande partie de l'histoire, l'esclavage est dissocié du racisme. Il est lié à l'organisation de la société en classes sociales, comme dans les sociétés féodales, ou aux guerres, comme pour la traite « arabe », en réalité également faite par des Persans, des Berbères, des Indiens, des Javanais, des Malais, des Chinois, des Africains subsahariens... Jamais il ne s'agit de la couleur ou de l'origine.

Il faut attendre l'époque moderne pour voir apparaître les premières théories sur les inégalités naturelles entre les hommes. C'est aux 15^{ème} et 16^{ème} siècles que commencent les « découvertes » (du point de vue européen). La bourgeoisie balbutiante commerce au-delà de l'Europe.

Lorsque les Européens « découvrent » l'Amérique, ils ne tardent pas à exterminer les Amérindiens ou à les réduire en esclavage. Le Pape ouvre un débat sur la nature des « Indiens ». Sont-ils des hommes à christianiser, ou des êtres inférieurs à massacrer ? En 1537 et 1550, le pape déclare que les Indiens sont des hommes, doués d'une âme.

Mais cette position officielle est peu appliquée par les colonisateurs. Les massacres et la traite continuent. Surtout, la position de l'Église ne concerne en rien les Africains, dont l'esclavage est toléré depuis les années 1440 pour les pays catholiques, notamment le Portugal. C'est même Rome qui préconise l'esclavage des Africains

dans les colonies d'Amérique. Ainsi commence le commerce triangulaire.

Un autre exemple est le Code noir de Louis XIV, qui réglemente l'esclavage dans les colonies. Il n'est rien dit de l'humanité ou non des Noirs. Mais si les esclaves foulent le sol français, terre chrétienne, ils sont automatiquement affranchis. Ils ne peuvent être considérés comme des esclaves que sur la mer et dans les colonies américaines. En revanche, en tant qu'esclaves, ils n'ont aucun statut d'être humain : le propriétaire peut les vendre ou les tuer à sa guise.

Dans l'idéologie dominante de l'époque, tout ce qui différencie les Africains, Américains, Asiatiques, ainsi que les Juifs, des Européens c'est la religion. C'est en tant qu'hérétiques que l'on peut les massacrer, et ils peuvent donc se convertir au christianisme.

Naissance du racisme

Au 19^{ème} siècle, l'industrie impose un autre mode de fonctionnement au monde. La bourgeoisie prend le pouvoir et cherche de nouvelles terres pour accaparer les matières premières et vendre sa production. Parallèlement, elle laïcise les vieilles théories et va plus loin sur la question des inégalités entre les hommes.

Elle s'appuie sur l'idéologie des Lumières. Pour expliquer l'existence des Noirs, Voltaire a déclaré : « il n'est pas improbable que dans les pays chauds des singes aient subjugué des filles. » Dans l'Encyclopédie de Diderot, on lit que « Les Nègres de Guinée sont pour la plupart enclins au libertinage, à la vengeance, au vol et au mensonge. » Le biologiste Buffon s'approche du racisme à proprement parler en déclarant que « le Nègre serait à l'homme ce que l'âne est au cheval. »

Gobineau publie en 1853 son Essai sur l'inégalité des races humaines. Il y développe l'idée de « race pure » ou aryenne. À l'école d'anthropologie de Paris, on pèse les cerveaux pour hiérarchiser les « races ». Dans le dictionnaire Larousse de 1866, l'article « Nègre » stipule que le cerveau des Noirs est moins volumineux que celui des Blancs.

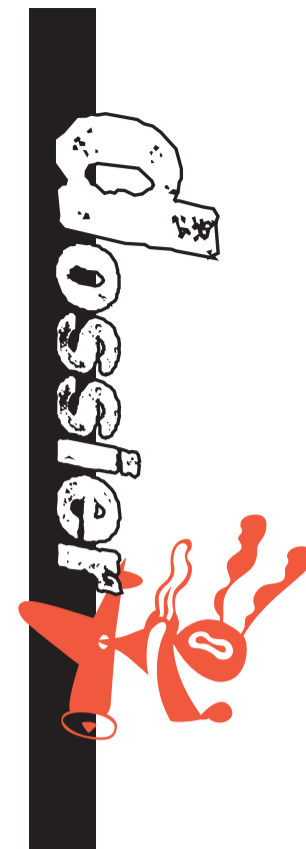
On peut dater de cette période l'existence du racisme au sens strict. Ce n'est pas une coïncidence : c'est la naissance du capitalisme industriel et son entrée dans la phase d'extension impérialiste. L'idéologie raciste est diffusée car elle est utile pour coloniser l'Afrique, sous des prétextes économiques et « humanistes ». Jules Ferry défend la colonisation avec trois arguments. D'abord, la France a besoin d'exporter ses produits. Ensuite, elle doit s'affirmer comme

une grande puissance face aux autres États européens qui constituent eux aussi leurs empires. Enfin, la France doit venir en aide aux Africains, car le rôle des « races supérieures est de civiliser les races inférieures. »

À la même époque naît l'antisémitisme, c'est-à-dire la haine des Juifs non parce qu'ils n'ont pas la bonne religion, ou qu'ils auraient tué le Christ, mais en tant que « race ». Ils sont appelés « sémites », donc amalgamés aux Arabes, que l'on cherche à coloniser à l'époque...

Le racisme aujourd'hui

Aujourd'hui, tous les hommes politiques républicains reconnaissent qu'il n'existe pas de races. Sarkozy, dans son discours de Dakar en juillet dernier, a admis que ceux qui s'étaient crus supérieurs aux



Un racisme d'État aux relents néo-coloniaux

La population immigrée endosse une double oppression. D'abord elle subit de plein fouet les discriminations raciales. La deuxième oppression qui est directement liée à la première se traduit par des ségrégations socio-économiques. Le rapport qu'entretient l'État avec les immigrés et enfants d'immigrés ressemble fortement à un rapport de colonisateur à colonisé. Un phénomène qui ne fait que s'accroître.

Où va s'arrêter l'escalade.

Le début des années 80 est marqué par la montée en puissance du FN. Cette percée aura comme effet de décomplexer les bas-fonds racistes de la droite dite républicaine.

À partir de 1986, après la victoire de la droite aux législatives, les lois anti-immigrés vont se multiplier. De Pasqua et ses charters, à Hortefeux et ses tests ADN, les lois liberticides en direction des immigrés ne semblent pas avoir de limite. Cette démarche a pour but d'attirer l'attention sur une catégorie de la population pour justifier les inégalités croissantes. C'est une stratégie pratique pour la droite que d'augmenter la pression sociale et économique à l'ensemble de la société.

Le deuxième symptôme du racisme d'État se trouve dans les politiques sécuritaires. La meilleure illustration à cet état de fait est le traitement que l'on peut qualifier de colonial des quartiers populaires. La réponse du gouvernement suite aux révoltes de 2005 dans les banlieues avait un fort contenu idéologique. La réponse donnée à cet événement, avant tout porteur de revendications sociales, fut la mise en place du couvre-feu. Une mesure qui rappelle les sombres événements de la guerre d'Algérie, notamment un certain 17 octobre 1961.

Quant aux bavures policières impunies, et il n'est pas question de les dénoncer au risque d'être la cible de poursuite judiciaire ; le groupe de rap La Rumeur en a fait l'amère expérience. S'ajoutent à l'omerta dont bénéficie l'arsenal répressif de l'État, la volonté du pouvoir de réécrire l'histoire en imposant à l'éducation nationale d'enseigner « les rôles positifs de la colonisation. »

JB, [Nanterre]

Samuel, [Strasbourg]

Analyse de la Loi d'autonomie des universités

La réforme votée au mois d'août va permettre au gouvernement de commencer la « modernisation » des universités. Depuis que les étudiants s'en étaient pris au LMD et feu la LMU (autonomie) en 2003, le gouvernement attendait une occasion d'en finir une fois pour toutes avec la fac de mai 1968. Sarko nous l'avait promis, Péresse s'en est chargé. Cependant, la loi dite « relative aux libertés et responsabilités des universités » n'est pas « La Réforme ». Elle n'en est que le premier volet. Cinq autres « chantiers » attendent derrière: Vie étudiante, Immobilier, Campus universitaires, Statut des jeunes enseignants et chercheurs, Carrières des personnels. Le plus dur est de planter le clou, ensuite il s'enfoncé tout seul.

Jusqu'à maintenant, les futurs salariés acquéraient d'abord des savoirs à l'université puis il revenait aux employeurs de les former aux tâches spécifiques dont ils avaient besoin. Comment fait-on pour que la formation de la main-d'œuvre ne coûte plus un rond aux grands patrons? Très simple, on la fait prendre en charge par les contribuables (l'Éducation Nationale) en sautant l'étape « savoirs » pour aller directement à celle des « compétences ». Mais comment fait-on d'abord pour ouvrir les facs aux entreprises? Facile, on coupe les vannes financières.

Première technique: donner du pouvoir aux petits chefs.

On crée une clique de gestionnaires professionnels pour « gouverner » les universités comme des entreprises. D'abord on transforme le président en véritable PDG, plus forcément issu de la communauté des enseignants-chercheurs, avec un droit de veto sur le recrutement des enseignants ou encore la possibilité de rémunérer son petit personnel par des primes au mérite. Ensuite, on se dote d'un « vrai » conseil d'administration, comme dans les grosses boîtes. Ça implique d'abord de le réduire (en passant de 60 à 20-30 membres) pour remplacer les élus enseignants, IATOSS et surtout étudiants par des « personnalités extérieures », soit des patrons et des

politiciens (30 à 40 %). Puis, on lui donne tous les pouvoirs – en rendant les autres conseils, CS et CEVU, seulement consultatifs – comme celui de créer ou supprimer des UFR par exemple: les patrons sont aux commandes et peuvent maintenant décider de l'enseignement que chaque fac va dispenser.

Deuxième technique: amplifier le financement privé.

On crée des fondations par lesquelles les entreprises peuvent amener leurs capitaux tout en ouvrant droit à des déductions fiscales. Échange de bon procédé: elles donnent de l'argent aux facs qui forment



leur personnel, en retour les contribuables leur donnent de l'argent. Équitable, non? Maintenant on est sûr que les patrons pourront vraiment décider des enseignements puisqu'ils pourront toujours menacer de retirer leurs capitaux si leurs intérêts ne sont pas satisfaits. En trois ou quatre ans on réussira sûrement à se débarrasser de la majorité des filières non rentables (lettres, sciences humaines, sciences non appliquées, etc.) et à orienter la plupart des formations vers les besoins immédiats du marché. Voilà la modernité: des étudiants qui ont les compétences requises en fonction des régions et selon les besoins du moment!

Premier bilan sur la fac de Toulouse-Le Mirail

Dès le mois de juin, les personnels de l'université du Mirail se sont réunis en intersyndicale après l'annonce du projet de loi relatif aux Libertés et Responsabilités des Universités (loi LRU ou Péresse). Ces premières rencontres ont permis un échange d'informations important et nécessaire en raison des multiples conséquences de cette loi.

À la suite de ces rencontres et après l'adoption de la loi le 10 août dernier, une motion exigeant le retrait de la loi est votée par le conseil d'administration de l'université du Mirail, le 25 septembre.

Au niveau étudiant, un collectif inter-organisations est créé sur la ville de Toulouse avant la rentrée universitaire. Sur l'université du Mirail, les premières diffusions de tracts sont prises en charge par les JCR, l'AGET-FSE et SUD Étudiant, en raison du non-traitement médiatique de cette loi les premiers échanges avec les étudiants sont difficiles. Cependant une

première Assemblée Générale d'information est organisée le 16 octobre à l'appel de l'intersyndicale étudiante du Mirail, 450 étudiants s'y retrouvent. Après une introduction sur la loi un débat est lancé, les interventions sont essentiellement faites par des militants syndicaux et politiques. Est décidé à cette AG: la constitution d'un comité de lutte, l'appel à d'autres AG et la participation à la manifestation du 18 octobre.

Le 18, une AG a de nouveau lieu sur l'université juste avant de rejoindre la manifestation interprofessionnelle, le cortège étudiant toulousain compte 500 manifestants. Après cette journée plutôt satisfaisante, l'AG donne comme priorité au comité de lutte l'élargissement du mouvement. Ainsi, une nouvelle AG est appelée le mardi 23 octobre, avec comme perspective une participation plus large des étudiant-e-s.

Marine et Maxime, [Toulouse]



Troisième technique: rationaliser les dépenses.

Pour réduire les frais d'entretien des parcs immobiliers, on peut déjà en transférer la gestion aux universités, histoire qu'elles aient quelque chose à vendre ou à louer qui puisse rapporter un peu d'argent de poche. Ensuite, le personnel. On se débarrasse de tous ces statuts de fonctionnaires rigides et encombrant en permettant aux facs de recruter elles-mêmes des contractuels précaires à hauteur de leurs moyens, qu'il s'agisse de personnel enseignant ou administratif. Libre à elles de choisir alors de baisser les salaires pour créer un peu plus de postes. Elles pourront même embaucher des étudiants pour faire le travail des IATOSS. Enfin, il faudra nécessairement que les étudiants participent à l'effort de guerre: les frais d'inscription vont augmenter de manière vertigineuse assez rapidement.

Quatrième technique: rationaliser la gestion des flux étudiants.

On sait depuis l'échec de Devaquet en 86 que les étudiants manifestent quand on leur parle de sélection. Pour qu'ils restent calmes, on instaure donc d'abord un dispositif de « pré-inscription » à destination des bacheliers visant, au mieux, à les dissuader et, au pire, à les empêcher de s'inscrire dans les filières de leur choix. On pourra donc sélectionner sans que ça fasse trop de bruit, et commencer à vider les filières non rentables avant de les transformer, voire de les supprimer. Mais ça, c'est la première étape. Évidemment, la sélection à tous les échelons arrive dans les autres

« chantiers ». On attend juste d'être sûr que le premier échafaudage est stable.

Dernière technique: la fusion des universités.

Avec l'autonomie et dans la concurrence, les facs les plus grosses et les plus attractives vont tirer leur épingle du jeu et drainer la majorité des financements, tandis que les plus petites et les moins rentables vont vite se retrouver asphyxiées. Elles vont donc devoir se protéger pour suivre la cadence en se regroupant avec d'autres. Et puisque les facs peuvent maintenant se voir transférer de nouvelles compétences (gestion de l'offre de formation, de la masse salariale, du patrimoine immobilier), elles vont être poussées à transférer ces compétences nouvellement acquises à des structures regroupant plusieurs universités associées à des entreprises: les Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES, créées en 2006). Et un PRES, c'est quoi? L'autonomie puissance 10: quasiment plus d'élus dans les instances de « gouvernance », une majorité de patrons et un financement privé majoritaire. C'est ça la modernité: grâce à la loi d'autonomie on réussira peut-être à diviser par 4 le nombre d'universités, dont quelques pôles d'excellence cotés sur le marché international triant sur le volet leurs étudiants et leur personnel d'un côté, et une kyrielle de facs poubelles formant une main-d'œuvre peu qualifiée et temporairement utilisable sur le marché du travail de l'autre.

À moins que la communauté universitaire s'unisse pour scander comme en 86: Pas de facs d'élite, pas de facs poubelles, à bas les facs concurrentielles!

Cédric, [Censier].



Présence aux Assemblées Générales dans les universités

(semaine du 15 au 21 octobre)

- Aix: 200
- Angers: 150
- Bordeaux 1: 130
- Bordeaux 3: 130
- Grenoble: 150
- Lille 3: 250
- Montpellier: 500
- Rennes: 300
- Toulouse Mirail: 450
- Toulouse-Rangueil: 130
- Tour: 200
- Sorbonne: 100
- Tolbiac: 300
- Censier: 120
- Jussieu P6: 150
- PRG-P7: 90
- Saint Denis: 250
- Nanterre: 300

...

Les facs lilloises en lutte contre la LRU !

L'intersyndicale lilloise est à l'origine des premières AG qui ont eu lieu dans les 3 facs de Lille. Regroupant les organisations syndicales (Unef, Sud étudiant et Sud recherche, Snesup, FO, CNT...) et dernièrement des organisations de jeunesse (MJS, UEC, JCR...), elle a permis de rapidement structurer un début de mobilisation. Malgré le fait que l'Unef n'est signée que le premier des 3 tracts qui ont été écrits, les discussions et les perspectives se construisent dans l'unité la plus large possible.

Des AG qui se massifient de plus en plus !

Deux AG ont déjà eu lieu sur chacune des trois facs. Les distributions de tracts qui y ont lieu tout les matins et les tables unitaires qui s'y tiennent tout les midi sont certainement pour quelque chose dans leur croissance numérique! Ainsi, pour les dernières AG nous étions 250 à Lille 3, 200 à Lille 1 et 80 à Lille 2. De nombreux contacts ont été pris et l'abrogation de la loi a été votée à l'unanimité partout. La mobili-

sation commence vraiment à se structurer (mise en place de commissions issues de l'AG...) et on sent bien que le climat se modifie petit à petit sur les campus!

Après la réussite du 18, on continue!

7000 personnes à Lille, 1500 à Dunkerque, 1000 à Valenciennes et à Calais, 800 à Douai... La manif du 18 a été une véritable réussite régionale. Slogans offensifs et ambiance combative et unitaire étaient au rendez-vous. Une ambiance que l'on a retrouvée à l'AG qui s'est réunie après à Lille. 50 personnes de l'ensemble des secteurs mobilisés étaient présentes. Un appel à diffuser largement a été adopté. Cette AG inter-lutte qui ne peut que nous aider à œuvrer à leur convergence a d'or et déjà décidé de se voir toutes les semaines...

Keira |Lille|

À Paris 8-St Denis

Sur Paris 8, la mobilisation débute bien. L'Assemblée Générale d'information du 15 octobre appelée par les personnels (IATOSS et Profs), à laquelle se sont jointes les organisations étudiantes (JCR, Sud-étudiant, UEC, UNEF) a réuni environ 300 personnes. Dans une ambiance combative, l'AG a voté la grève pour la journée interprofessionnelle du 18 octobre et la création d'un cortège Paris 8. Ce sont donc environ 70 personnes qui se sont réunies derrière la banderole « CPE on t'a eu, Péresse on t'aura ».

L'une des particularités de Paris 8 est la forte implication des personnels IATOSS et enseignants. Majoritaires à l'AG et à la manif, ils sont prêts à mener le combat. Un comité de mobilisation étudiant réunissant les étudiants non syndiqués, les JCR, l'UEC et l'UNEF s'est constitué dans la préparation de la manif. Sa tâche sera d'impliquer largement les étudiants et de ne pas laisser les personnels isolés. Le développement et l'élargissement du mouvement dépendront avant tout de la mobilisation étudiante, comme l'ont montré les luttes précédentes.

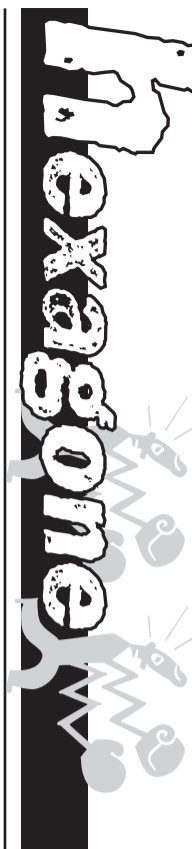
Cercle Saint-Denis



Fête de la LCR à Bordeaux

Plus de 500 personnes ont participé le samedi 6 octobre à la Fête de la LCR de Gironde à Bordeaux. Plusieurs débats ont animé cette journée: le premier sur la création d'un nouveau parti anticapitaliste, le second sur l'organisation de la riposte sociale face à Sarkozy. Un débat spécifique a permis de réunir les Jeunes (une cinquantaine) autour de ces deux problématiques. La perspective de créer un nouveau parti a occupé l'essentiel des discussions. Plusieurs personnes ont manifesté leur désir de participer au processus: elles ont appelé à la tenue d'une première réunion d'un Comité Anticapitaliste Jeunes. Les participants ont discuté des délimitations de ce nouveau parti, ainsi que d'une nécessaire réflexion sur la démocratie interne au sein de cette nouvelle organisation, de la place de la jeunesse... La question de savoir s'il faut un rassemblement à la base de tous ceux qui se retrouvent dans une telle perspective, ou d'une recombinaison de plusieurs fractions d'organisations était au cœur des débats. Plusieurs personnes ont pris contacts avec nous à cette occasion et se sont d'ores et déjà réunies en Section. Une jeune camarade a pu lors du meeting avec Alain Krivine rappeler les débuts de mobilisation sur les facs. Plusieurs Assemblées Générales ont eu lieu depuis. Un cortège étudiant de plus de 300 personnes, très dynamique, a réveillé la manifestation du 18 octobre. Une expérience à renouveler...

Fanny, Adrien |Jeunes LCR Bordeaux|



Même Guy Môquet, ils l'ont volé...

À l'heure où Sarkozy s'attaque aux acquis du Conseil national de la résistance (retraites, Sécu, droit de grève inconditionnel...) et où il multiplie des rafles d'un autre âge, nombreux sont ceux qui trouvent hypocrite de faire de Guy Môquet le symbole de sa politique. C'est le cas d'élèves du lycée Carnot à Paris (17ème). Ce lycée était celui de Môquet, résistant de 17 ans, arrêté par la police française en 1940 et fusillé le 22 octobre. C'est la date qu'a choisie Sarkozy pour faire lire la lettre d'adieu du résistant dans tous les lycées de France. Il projetait lui-même de se rendre à Carnot pour la lire.

Mais les élèves et les profs ne l'entendaient pas ainsi. Ils ont donc organisé un rassemblement. Quelques jours avant, Sarkozy a annoncé qu'il renonçait à se rendre au lycée, craignant un mauvais accueil. Le rassemblement a été maintenu et a regroupé une centaine de personnes, lycéens, étudiants, parents, profs, syndicalistes, etc.

Après qu'un cortège est parti du lycée jusqu'au Métro Guy Môquet, la police a interpellé une mère d'élève, sans raison apparente... Elle est accusée d'outrage, l'accusation classique des flics quand ils n'ont rien à reprocher à quelqu'un.

Cela démontre, comme le disent les élèves de Carnot citant Lucie Aubrac, que « Résister se conjugue au présent »!



AG à Jussieu en 2006

D.R.

Urgence pour les sans-pap'!

À l'Élysée et Matignon c'est la politique de « l'ouverture », mais pas celle des frontières.

Samedi 13 octobre, 600 manifestants venus de tout l'Ouest de la France bloquent la seule voie d'accès au centre de rétention administrative (C.R.A.) de Saint-Jacques-de-la-Lande à côté de Rennes. Dans celui-ci, plusieurs dizaines de sans-papiers arrêtés au hasard d'un contrôle policier à leur domicile, quelques fois au travail ou à l'école. Cet établissement centralise les détenus, appréhendés dans les régions Bretagne et Pays de Loire, ayant commis comme seul délit de ne pas posséder de papiers d'identité en règle. « Ministère de l'identité nationale: on vous avait prévenu! ». L'endroit est sinistre. C'est pour le pouvoir en place un instrument de répression, une prison stratégique pour mettre en œuvre ses lois racistes d'expulsions massives des sans-papiers, en politiquement correct ça s'appelle: « reconduite à la frontière ». 25000 expulsions: c'est l'objectif fixé par Sarkozy pour l'année 2007!

Des gosses, des familles emprisonnées ici. Ils attendent jusqu'à l'ennui le départ, le charter qui les ramènera dans un pays, Orly où Roissy... On nous raconte les conditions de vie. Ou plutôt morceaux de vie, les détentions durent en gros 10 jours. « Approchez... des barbelés, des grilles, des barreaux aux fenêtres, 43 caméras de surveillance, des piaules de 9m2 pour deux personnes, des gendarmes dans chaque recoin... Et au milieu de tout ça, une aire de jeux pour les enfants... » Le stress. Certains refusent de s'alimenter, d'autres essaient d'avalier des piles. Pire que sinistre: sordide!

En ce samedi ensoleillé des derniers rayons de l'été, un solide cordon de CRS fait face à nous sur le chemin de la prison. Entre nous et eux: une énorme rambarde blanche en métal sans doute le dernier investissement « anti-émeute », avec des contreforts et l'inscription « POLICE » au cas où se poseraient des questions sur la propriété du dispositif.

Le goûter est servi: prix libre, on installe des tentes sur le carrefour.

Les débats et discussions vont bon train pendant qu'on chambre un peu les CRS postés derrière leur grille. Vers 20 heures, 4 heures après le début du blocage, les cognes souhaitent visiblement qu'on décarpille. Déjà 2 fois, le collectif de solidarité avec les sans-papiers de Rennes avait tenté de bloquer la « machine à expulsions »: y'avait visiblement pas moyen. En septembre, après qu'une centaine de personnes aient bloqué l'entrée du centre, les forces de dés-ordre les avaient repoussés, armés de cutters pour couper les tentes!

Cette fois-ci on a le droit à la stratégie « tortue » de la part des robo'cops qui avancent au pas militaire devant les estafettes bleues équipées de projecteurs... Heureusement les tentes ont décampé avant la « charge », mais les gens sont restés, assis ou debout. Puis quelques coups de matraques et de lacrymo nous obligent à partir. Malgré leur violence, aucune agression de notre côté: le rapport

de force n'y était pas, nous terminons à 200 militants poussés par la meute des CRS puis par la BAC dans le centre du petit bourg de St Jacques. Les slogans sont allés crescendo: « Des papiers pour tous ou plus de papiers du tout », « La police applique les lois racistes! » pour terminer en « Pétain, reviens, t'as oublié tes chiens! ».

À l'avenir, il faudra être beaucoup plus pour bloquer ces centres de rétention, la réussite de cette lutte dépendra aussi et surtout du climat social, de la mobilisation de nous tous pour barrer la route aux politiques racistes de Sarkozy et son gouvernement!

- Libération de toutes les personnes retenues
- Destruction de tous les centres de rétention
- Régularisation de toutes les personnes sans-papiers

Pierre, |Le Mans|

Thomas Sankara :

20 ans après sa mort, encore et toujours pour la Révolution Burkinabé !

Dans son discours raciste de Dakar, le 26 juillet, Sarkozy proclamait que « l'homme africain n'est jamais rentré dans l'histoire. » Il est important de revenir sur les luttes sociales qui ont secoué ce continent. Des révolutions aux luttes de libération nationale, en passant par les résistances à l'impérialisme, l'Afrique a bel et bien une histoire que la classe dirigeante a toujours cherché à enterrer. Thomas Sankara, icône de la révolution burkinabé*, a été le symbole d'une résistance au néo-colonialisme et à l'impérialisme français en Afrique.

20 ans après sa mort, son combat résonne encore d'une actualité brûlante.

Du militaire engagé au président pour la révolution

Le Burkina Faso, situé en Afrique de l'Ouest, est une ancienne colonie française qui s'appelait auparavant la Haute-Volta. C'est ici à Yako en 1949, que naît, Thomas Sankara. Il fera ses études secondaires au lycée militaire de Kadiogo. Il y multiplie les échanges avec les mouvements progressistes tel le Parti Africain de l'Indépendance (PAI) ou avec les élèves officiers d'Antsirabé à Madagascar. En 1980, il revient au Burkina Faso et est nommé « secrétaire d'État à l'information » du gouvernement de Saye Zerbo. Suite à sa dénonciation de la corruption, il est écarté du pouvoir. En 82, survient un second putsch qui l'amène à être nommé premier ministre par le président Ouédraogo. Mais, de plus en plus gênant pour les intérêts français, il est arrêté le 17 mai 83. Rapidement, le pouvoir est de nouveau contesté puis renversé par un coup d'État qui porte Sankara à la tête du CNR (conseil national de la révolution), qui prend le pouvoir dans le pays.

Une politique au service du progrès social

Dans de nombreux domaines sociaux, il y a eu un avant et un après Thomas Sankara.

Sous l'impulsion de son gouvernement, se sont lancées ce qui s'appelaient les « opérations commandos ». Elles ont servi à répondre à l'urgence sociale en mettant en place des plans nationaux visant à résoudre dans un laps de temps le plus court possible un problème social. L'une des opérations la plus marquante a été la « vaccination commandos » : quatre mois après l'arrivée au pouvoir de Sankara, ce sont 1 180 000 enfants qui ont été vaccinés contre la rougeole. Avec eux ce sont 2 500 000 personnes qui ont bénéficié des vaccins contre la méningite et la fièvre jaune. Tout cela en l'espace de deux semaines ! Même l'OMS a été obligé de saluer son action. Dans les villages, le gouvernement a fait construire 7 500 postes de santé primaire. En trois semaines, ce sont 7 100 agents de santé qui sont formés ainsi que 7 500 accoucheuses.

L'analphabétisme, au Burkina Faso, était un frein direct au développement de la société (92 % d'analphabètes au jour de la

révolution). Sankara a fait ouvrir 1 400 centres d'alphabétisation. Après la révolution, en cinq ans, le nombre d'écoles secondaires a augmenté de 35 %.

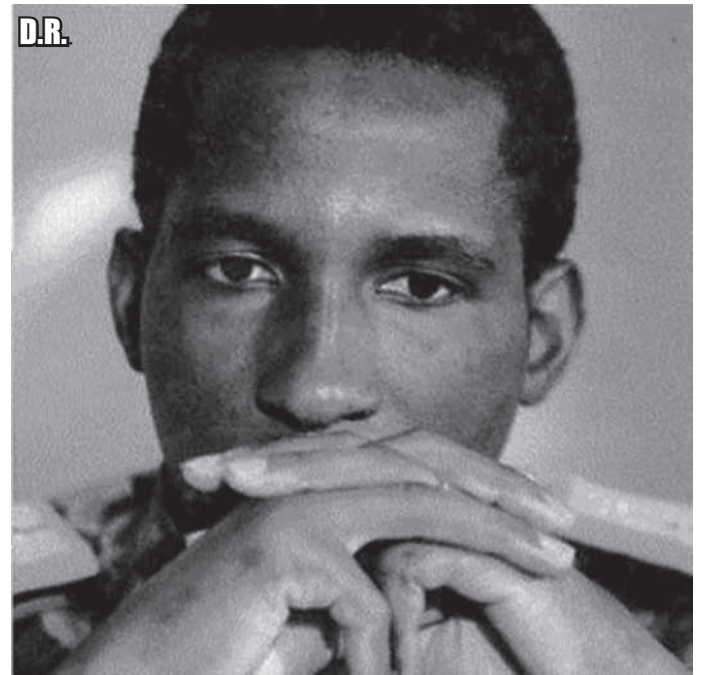
D'autres mesures progressistes ont été les piliers de la politique de Sankara : nationalisation des terres dans le cadre d'une réforme agraire, aide au logement, reboisement d'une partie du pays afin d'empêcher l'avancée du désert...

Avant l'arrivée du CNR à la tête du pays la corruption était la règle et l'État rien d'autre qu'une véritable bureaucratie au service de quelques privilégiés (65 % du budget servait à payer le salaire des quelque 25 000 agents de l'État !). Thomas Sankara s'est attelé à ce combat en commençant par imposer à lui-même et à ses ministres des baisses de salaires et des restrictions matérielles comme l'abandon des voitures de luxe.

La révolution burkinabé a permis des avancées énormes dans la lutte de libération des femmes. Le Burkina Faso a été l'un des seuls pays à interdire l'excision. L'égalité des droits voulue par Sankara devait permettre à chaque femme d'avoir accès à un travail correctement rémunéré. Les femmes étaient nommées à des responsabilités politiques, notamment dans le gouvernement (ministre du budget par exemple). Le 8 mars, à l'occasion de la journée de la femme, Sankara a « inversé les rôles » dans la population : c'était aux hommes d'aller faire les courses au marché. Cette mesure, qui peut paraître anec-

Il la dénonce comme un instrument de l'impérialisme et du néo-colonialisme qui sert au pillage de l'Afrique.

Il fustige les capitalistes et le pouvoir financier et appelle à la lutte pour la répartition des richesses : « La dette, c'est aussi la conséquence des affrontements et lorsque l'on nous parle aujourd'hui de crise économique, on oublie de nous dire que la crise n'est pas venue de façon subite, la crise existe de tout temps et elle ira en s'aggravant chaque fois que les masses populaires seront de plus en plus conscientes de leur droit face aux exploités. Il y a crise aujourd'hui parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus ; il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique ; il y a crise parce que face à des richesses individuelles que l'on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos, dans les bas quartiers (...). Il y a donc lutte et l'exacerbation de cette lutte amène les tenants du pouvoir financier à s'inquiéter. »



D.R.

toujours dans le cadre de l'État.

L'idée de Sankara était de créer un État plus juste, de démocratiser la société et les institutions, d'associer les citoyens du pays à la révolution burkinabé. C'est-à-dire leur permettre de prendre part aux grands travaux comme la construction du chemin de fer entre Ouagadougou (capitale) et les mines au Nord du pays. Malgré le caractère incontestablement progressiste de cette politique, il ne s'agissait pas d'une révolution visant à détruire l'État et à donner le pouvoir à l'ensemble de la population. Il n'y avait pas de structure d'auto-organisation à la base qui prenait les décisions sur les choix économiques et politiques à faire au Burkina Faso.

En ce sens, la révolution burkinabé a consisté à une série d'avancées sociales, pas à une transformation révolutionnaire de la société.

Assassiné par l'impérialisme

Thomas Sankara est mort le 15 octobre 1987, assassiné par un commando militaire envoyé par Blaise Compaoré, son compagnon de la révolution. Thomas Sankara était gênant pour la francophonie, il dénonçait le système de corruption des dirigeants africains ; comme lorsqu'il a claqué la porte du Conseil de l'Entente (instance réunissant les dirigeants des ex-colonies françaises, en réalité un cadre de rencontre des réseaux francophones soutenu par la France et sous la houlette de Houphouët-Boigny, dictateur de la Côte d'Ivoire à l'époque), en l'accusant d'être un instrument de la « stratégie néo-coloniale française », d' « origine réactionnaire, droite, conservatrice, arrière-gardiste ».

Blaise Compaoré, soutenu par les réseaux Pasqua et Mitterrand va prendre la tête du pays à sa suite et renouer avec les traditions de la francophonie en développant un partenariat privilégié avec Bouygues notamment. Il est toujours président du pays...

20 ans après la mort du « Che africain », la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme demeure plus que jamais d'actualité. Symbole de résistance pour les luttes de la jeunesse africaine d'aujourd'hui, le combat de Thomas Sankara porte toujours en lui l'espoir d'un changement radical de société.

Damien, [Lille] et **Laura**, [Nanterre]

* Burkinabé veut dire « homme intègre » (Burkina Faso : « pays des hommes intègres »). Dans cet article, nous parlons de révolution « burkinabé » et non « burkinabaise » ou « burkinabée » car ce terme vient du Moré dont les règles d'orthographe, malgré l'impérialisme culturel, ne sont pas françaises !



D.R.

dotique, a permis de faire reculer dans les faits la traditionnelle division sexuelle du travail.

Un révolutionnaire internationaliste

Thomas Sankara était un révolutionnaire. Il a toujours développé une pensée de classe et internationaliste. Dans l'un de ses discours les plus célèbres, celui dit de « la dette » (29 juillet 87), il dira notamment : « Du reste, les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaires en Afrique mais ceux qui veulent exploiter l'Afrique, ce sont les mêmes qui exploitent l'Europe. Nous avons un ennemi commun. » Dans ce discours il lance un appel au refus de payer la dette.

Les limites de la révolution burkinabé

Malgré les avancées permises par la révolution burkinabé, on ne peut pas parler d'une révolution socialiste. Il est important d'analyser les limites objectives de ce processus.

La prise du pouvoir par le CNR en 1983 n'a pas été un soulèvement organisé de la population. Il s'agissait d'un coup d'État qui a porté au pouvoir une partie des militaires regroupés autour de Sankara et de Blaise Compaoré. En ce sens, il n'y a pas eu de renversement des institutions officielles en place. On peut parler de révolution par le haut ; il s'agissait d'un déplacement des rapports de force mais

À lire :
 Bruno Jaffré : Biographie de Thomas Sankara. La patrie ou la mort. L'Harmattan, 1997

Thomas Sankara : Oser inventer l'avenir. Pathfinder, 1991

Discours de Thomas Sankara : disponibles sur www.thomassankara.net

Hommage à Che Guevara - 8 octobre 1987

Il faut annuler la dette - 29 juillet 1987, sommet de l'OUA Addis Abéba

La libération de la femme : une exigence du futur - 8 mars 1987

La lutte du Nicaragua est aussi la nôtre - 8 novembre 1986

La Révolution burkinabé est au service des autres peuples - 11 septembre 1985

Nous préférons un pas avec le peuple que dix pas sans le peuple - 4 août 1987

Sauver l'arbre, l'environnement et la vie tout court - 5 février 1986

Seul le combat peut libérer notre peuple - 17 novembre 1986



L'exploitation capitaliste, expliquée en 10 bulles



L'ennemi intime: film de guerre sans ambition

On ne peut que se féliciter de la sortie d'un film traitant d'une des périodes les plus sombres de la guerre d'Algérie, trop longtemps occultée par l'état français. Officiellement, jusqu'en 1999, ce qui s'était passé en Algérie de 1954 à 1962 n'était pas une guerre mais des « opérations de maintien de l'ordre » ou de la « pacification ». Il n'était donc pas question de montrer des images laissant penser qu'il s'agissait bel et bien d'une guerre.

En réalisant un film de guerre à la Schoendoerffer (avec les moyens d'une grosse production actuelle), Florent Emilio Siri semble vouloir pallier ce déficit d'images « de guerre » et de combats. Mais est-ce bien nécessaire? En 2007, le plus important à montrer sur la guerre d'Algérie est-ce vraiment les combats dans les montagnes et autres lanceurs de grenades?

Appartenant au genre « film de guerre », la forte présence de ce type de scène est logique. Cependant, le réalisateur ne parvient pas à s'extirper de cette catégorie. En

effet, ce film n'offre pas vraiment d'éléments de réflexion aux spectateurs. Les faits sont présentés et ne semblent pas pouvoir être récusés: ainsi les violences du FLN et de l'état français sont aussi horribles les unes que les autres. Les actes et la politique de la France sont certes sévèrement critiqués, mais la plupart des Algériens présents à l'écran sont soit des harkis soit des corps sans vie, massacrés par... le FLN! Siri insiste -par des dialogues ou encore des plans sur des cadavres entassés dans une maison d'un village- sur les massacres qu'a pu commettre le FLN. Les violences de ce dernier et celles de l'armée française sont mises sur le même plan, tout comme dans le mauvais documentaire du même nom signé par Patrick Rotman, ici scénariste. Les Algériens ne sont jamais montrés comme des résistants, comme un peuple se battant pour son indépendance après avoir subi 130 années de colonisation française.

L'ennemi intime apparaît donc comme un film de plus sur les soldats français pendant la guerre d'Algérie. Il n'y a guère que les effets spéciaux et les scènes de combats pour le différencier. Ce film traite de la difficulté pour les jeunes soldats français d'être pris dans une guerre qu'ils ne comprennent pas et de leurs vies gâchées à cause de celle-ci. Toutefois, l'impasse est faite sur les principales victimes de cette guerre. On attend toujours le film français grand public qui saura admettre que les premières victimes de la colonisation et de la guerre sont les Algériens.

Très peu de réalisateurs ont cherché à refléter le point de vue des combattants algériens à l'écran. René Vautier et Pierre Clément l'ont fait pendant la guerre d'Algérie, alors que la censure était très féroce, ils sont allés au maquis filmer les résistants algériens. Gillo Pontecorvo l'a fait juste après la guerre avec *La bataille d'Alger*. Mais depuis...

Il est nécessaire aujourd'hui de mettre sur le devant de la scène, des réalisateurs peu connus dont les films ont été censurés pendant de longues années et pour certains détruits, qui ont combattu le discours officiel et choisi d'être au côté des peuples colonisés en lutte pour leur indépendance.

À voir absolument: *La bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo
Avoir 20 ans dans les Aurès de René Vautier

Marie, [Censier]



Qui sommes-nous?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que **d'une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous!
Prenez contact!

r Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ...) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

r Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 21 au 28 juillet en France)

r Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander:
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom ...
Prénom ...
Adresse ...
Code postal ...
Ville ...
Téléphone ...
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30



« Il faut une réaction forte face au projet de Sarkozy »

Interview de Dias, du Ministère des Affaires Populaires (MAP)

Impossible pour nous de ne pas être séduit par le MAP. Ce groupe-là vous dynamite une soirée! Et pas seulement parce que la musique est bonne, mais aussi parce que chaque titre est un appel à la résistance. Ils sont toujours les premiers à venir soutenir une cause, du coup, on les a pas mal croisés ces derniers temps... D'où l'idée de leur demander ce qu'ils pensaient du projet de Nouveau Parti... Alors Dias, t'en penses quoi toi?

RED: Il est clair, que ce soit par vos chansons ou encore les concerts que vous donnez, que MAP est un « groupe engagé ». Comment vois-tu le rôle de votre musique en particulier, voire du rap en général, dans le mouvement social et politique?

Dias: J'aimerais replacer les choses dans leur contexte. La vision du rap est souvent nourrie par des fantasmes. Je ne suis pas pour dire que le rap porte les revendications des quartiers ou des prolétaires. Cependant, notre musique s'inscrit dans l'expression populaire: elle vient d'en bas, de la classe dominée. Pour comprendre cela, il faut faire le parallèle avec le mouvement hip-hop qui est né aux États-Unis. C'est de là que l'on a tiré notre envie de faire de la musique. Le mouvement noir américain, dont on se souvient des leaders (Rosa Parks, Malcolm X, Martin Luther King, le Black Panthers Party), est né de ces gens qui ont lutté pour le droit d'exister et pour les droits civiques. Le hip-hop a émergé de ce mouvement de lutte social et racial. Il représentait aussi le droit de s'amuser. De ce côté-là, je suis à 2000 % dans cette envie-là et dans cet historique.

Pour comparer avec la France, nous pouvons parler de luttes sociales et raciales qui existent. Il est vrai que ce n'est pas tout à fait la même histoire. Notre immigration est le fruit de la colonisation, pas de l'esclavage. Aujourd'hui, on fait les frais de cette histoire coloniale. Notre musique, je l'espère, est la voix des dominés. On n'est pas les portes parole, mais on est inspiré: par les luttes, nos luttes, nos trajectoires, par les gens qu'on fréquente. C'est comme ça que je vois l'expression populaire.

RED: Comment analyses-tu le rôle du MAP?

Dias: Nous sommes un outil. On est musiciens, donc avant tout un outil de rassemblement, de rencontre, de partage. On parle de droits civiques, mais aussi de droit à se divertir. Pour moi c'est essentiel, ça fait réellement partie de nos priorités. Le fait de partager notre musique avec des gens, c'est aussi exorciser certaines douleurs, certains stress...

RED: Pour en venir à la situation politique, quel est ton sentiment à propos des six derniers mois? Notamment depuis l'élection de Nicolas Sarkozy mais également à propos du mouvement social qui est en train de démarrer?



Dias: Ce mouvement, il est vital. C'est inévitable qu'il y ait des énergies qui se rassemblent aujourd'hui. Quand on voit les résultats de la gauche aux dernières élections, c'était affligeant. Elle n'a pas été capable de proposer quelque chose de concret.

Malheureusement, elle n'arrive pas à faire front contre le projet de société que nous proposent Sarkozy et toute son équipe. Cependant, des gens qui défendent des valeurs de gauche, on en rencontre beaucoup: dans nos quartiers, dans les partis altermondialistes ou d'extrême gauche...

La société est divisée en deux parties: il y a ceux d'en haut et ceux d'en bas. La France a toujours été de droite. C'est un vieux fantasme de dire qu'on a vécu dans un pays de résistants, de communistes, le pays des Lumières... La France est avant tout un pays avec une mentalité de colon, réactionnaire, conservateur... Aujourd'hui, Sarkozy et la droite dure nous prouvent qu'ils sont décidés à aller jusqu'au bout de leur projet, et avec fermeté. Dépénaliser le droit des affaires, refaire passer la Constitution Européenne en catimini, les rafles, les traitements racistes, inhumains et humiliants des sans-papiers, le Ministère de l'identité nationale: le mec n'a peur de rien. Mais moi, ça me fait peur car nous

société. L'idée d'avoir un projet commun, c'est ce qui me plaisait dans cette union de gauche... Mais les partis, les leaders, ont du mal à sortir de leurs carcans idéologiques et historiques, de leurs appareils.

Je pense que certaines pensées d'extrême gauche sont complètement obsolètes. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de choses justes dans le marxisme et le trotskisme. La lutte des classes par exemple, on est tous d'accord avec cette idée.

Mais, on est dans un état d'urgence aujourd'hui. Plus on avance, plus les dominants vont réussir, à coup de campagnes idéologiques et démagogiques à rendre obsolètes les idéologies de gauche en nous faisant passer pour des ados attardés. Cependant, pour faire référence à la grève du 18 octobre et des suites, il y a une lutte qui est en train de se construire. Mais j'ai toujours un doute sur le fait que les grands leaders acceptent de former un grand parti de gauche, solidaire. J'ai peu confiance mais j'espère.

RED: De quelle manière tu pourrais participer à la construction d'une alternative politique?

Dias: Tout d'abord, je souhaite garder mon indépendance artistique. Je peux soutenir en faisant de la musique. Moi je m'intéresse aux militants et militantes, mais pas aux partis. On joue beaucoup, et on essaie d'apporter notre musique à des causes qui, à nos yeux, sont importantes. On travaille avec beaucoup de mouvements: les prisons, les sans-papiers, la cause palestinienne, la Francafrique, l'anti-nucléaire, l'anti-OGM... Ce qui nous intéresse, c'est de passer un bon moment avec les gens qui adhèrent à ces idées. On va souvent rendre service à des militants qui nous appellent pour des concerts de soutien.



RED: Mais justement, tu ne crois pas à l'idée d'une nouvelle force qui rassemblerait toutes ces associations et tous ces gens qui luttent pour des causes qui peuvent paraître différentes mais qui s'attaquent toutes au même problème?

Dias: J'en rêve de ça. Après il faut que les partenaires aient envie de réaliser ce fantasme. Nous, c'est un message qu'on donne, on croit en cette cause. J'espère évidemment que les lignes bougeront. C'est un réel projet. Et je me rends compte que ça interpelle de plus en plus de gens car ça devient vital par rapport au projet de Sarkozy. Il faut une réaction forte face à cela. Et il faut qu'on s'organise pour faire front.

Propos recueillis par Marie [Paris 7/PRG]

Si vous ne connaissez pas encore le Ministère des Affaires Populaire, courez voir leur site: www.map-site.fr et achetez leur album: « Debut la d'dans ».



« Il faut qu'on s'organise pour faire front »